



**RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale Académique
des Achats de l'Etat (DRAAE)**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

-

**MAINTENANCE DES PORTES, PORTAILS, RIDEAUX MÉTALLIQUES ET
AUTRES DISPOSITIFS D'OUVERTURES AUTOMATIQUES, SEMI-
AUTOMATIQUES ET MOTORISÉS
POUR LA RÉGION ACADÉMIQUE PACA**

Version 1.0, juin 2026

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Marché à procédure adaptée en application des articles
L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R.2123-5 du Code de la Commande Publique

PERSONNE PUBLIQUE :

**M. LE RECTEUR DE LA RÉGION ACADÉMIQUE PACA
RECTORAT DE L'ACADÉMIE D'AIX MARSEILLE
PLACE LUCIEN PAYE
13621 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1**

Rectorat de l'Académie d'Aix Marseille
Secrétariat régionale de Région académique
Direction régionale académique des achats de l'Etat
Place Lucien PAYE
13 621 Aix-en-Provence cedex 1

Affaire suivie par :

*Mme Virginie MARTINO
Mme Karen PICANOL*

ce.draae@region-academique-paca.fr

Profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Sommaire

OBJET DU DOCUMENT.....	4
ARTICLE I - LES ACTEURS DU CONTRAT	4
ARTICLE II - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE III - PROCEDURE APPLICABLE.....	5
ARTICLE IV - FORME, ALLOTISSEMENT ET MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE	5
IV.1 Forme de l'accord-cadre	5
IV.2 Allotissement.....	5
IV.3 Montants.....	5
ARTICLE V - DUREE	6
ARTICLE VI - CLAUSE DE REEXAMEN	6
ARTICLE VII - LIEUX D'EXECUTION.....	7
ARTICLE VIII - DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE IX - RESILIATION.....	7
ARTICLE X - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	8
ARTICLE XI - LITIGES.....	8
ARTICLE XII - PRESTATIONS ATTENDUES	9
ARTICLE XIII - DIMENSION ENVIRONNEMENTALE.....	9
XIII.1 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	9
XIII.2 Transports et éco conduite :	9
XIII.3 Protection de l'environnement et déchets :	10
ARTICLE XIV - CLAUSE SOCIALE RELATIVE A L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	10
ARTICLE XV - OBLIGATIONS.....	10
XV.1 Obligation de résultat :	10
XV.2 Obligation de moyens :	10
XV.3 Obligation de conseil et de mise en garde :	11
XV.4 Obligation de confidentialité :	11
ARTICLE XVI - LANCEMENT ET SUIVI DU MARCHE	11
XVI.1 Réunion de lancement du marché	11
XVI.2 Réunion de suivi de marché.....	12
XVI.3 Bilan annuel	12
ARTICLE XVII - BONS DE COMMANDE	12
XVII.1 Modalités d'émission des bons de commandes :	12
XVII.2 Modification des bons de commande :	13
XVII.3 Transmission des bons de commande :	13
ARTICLE XVIII - CONTROLES, ADMISSION, AJOURNEMENT, REJET DES PRESTATIONS	14
XVIII.1 Contrôles des prestations.....	14
XVIII.2 Admission	14
XVIII.3 Ajournement	14
XVIII.4 Réfaction	14
XVIII.5 Rejet	14
ARTICLE XIX - GARANTIE	14

ARTICLE XX - DIFFICULTES FINANCIERES DU TITULAIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE.....	15
ARTICLE XXI - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE.....	15
XXI.1 Justificatifs sociaux	15
XXI.2 Assurance	15
ARTICLE XXII - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	16
XXII.1 Forme des prix	16
XXII.2 Contenu des prix	16
XXII.3 Révision des prix :	16
XXII.4 Clause de sauvegarde	17
ARTICLE XXIII - DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET FACTURATION	17
XXIII.1 Délai de paiement	17
XXIII.2 Intérêts moratoires	18
XXIII.3 Facturation	18
ARTICLE XXIV - PENALITES	18
ARTICLE XXV - AVANCES	20
ARTICLE XXVI - RETENUE DE GARANTIE.....	20
ARTICLE XXVII - REGLEMENTATION	20
ARTICLE XXVIII - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (RGPD).....	20
ARTICLE XXIX - DEROGATION AU CCAG FCS	21

OBJET DU DOCUMENT

Le présent document constitue le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) relatif à la maintenance préventive et corrective des portes, portails, rideaux métalliques et autres dispositifs d'ouverture automatiques, semi-automatiques et motorisés pour la région académique PACA.

Il a pour objectif de préciser les conditions dans lesquelles le titulaire réalise les prestations et services pour satisfaire la région académique Paca conformément aux documents contractuels régissant l'accord-cadre.

ARTICLE I - LES ACTEURS DU CONTRAT

La région académique Paca est composée des académies d'Aix Marseille et de Nice. Elle est désignée dans le présent document sous l'appellation « région académique ».

L'académie est la circonscription administrative de référence de l'Éducation nationale.

Le recteur d'académie exerce dans l'académie les missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducatrice et représente le ministre chargé de l'Éducation nationale au sein de l'académie et des départements qui la constituent (services déconcentrés de l'Etat).

Il est responsable de la totalité du service public de l'éducation dans l'académie, de la maternelle à l'université, et exerce aussi des compétences dans le domaine de l'enseignement privé sous contrat.

La société retenue est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations de l'accord-cadre désignée dans le présent document sous l'appellation « **titulaire** ».

Le représentant du titulaire : Il soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur : Il est chargé de coordonner la passation du marché pour le compte de la région académique PACA. Il s'agit du Recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur dont les académies d'Aix-Marseille et Nice font partie.

Le terme « **acheteur** » est ici mentionné au même titre que le terme pouvoir adjudicateur.

La Direction Régionale Académique des Achats de l'Etat (DRAAE) est le service régional en PACA en charge des procédures de marchés et de leur exécution juridique et administrative. Il doit être informé de toute modification impactant le contrat.

Le « **Responsable / gestionnaire de site** » ou « **service bénéficiaire** » : est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services dans chacun des sites pour la gestion des bons de commande issus du présent accord-cadre. Il est chargé du suivi de l'exécution des prestations et notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire. Un responsable/gestionnaire de site peut gérer les équipements de plusieurs sites relevant de son administration.

ARTICLE II - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de maintenance préventive, palliative et corrective et des portes, portails, rideaux métalliques et autres dispositifs d'ouverture automatiques, semi-automatiques et motorisés pour la région académique Paca.

ARTICLE III - PROCEDURE APPLICABLE

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE IV - FORME, ALLOTISSEMENT ET MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

IV.1 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre mono attributaire à bons de commandes fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les prestations feront donc l'objet de bons de commandes notifiés par les services bénéficiaires au fur et à mesure des besoins.

IV.2 Allotissement

Le présent accord-cadre est mono attributaire pour chaque lot (un seul attributaire par lot).

Il est dévolu en quatre lots faisant chacun l'objet d'un accord-cadre à bons de commande distinct :

- ✓ Lot 1 : départements 04 et 05
- ✓ Lot 2 : département 06
- ✓ Lot 3 : départements 13 et 83
- ✓ Lot 4 : département 84

IV.3 Montants

L'accord-cadre est passé, toutes périodes de reconduction confondues, sans montant minimum et avec un montant maximum total de **121 500€ HT tous lots confondus**.

Ce montant maximum constitue le plafond contractuel de l'accord-cadre, conformément à l'article R-2162-4 du Code de la Commande publique. Il ne vaut pas engagement de commande et ne sera pas nécessairement atteint au cours de l'exécution du contrat.

A titre indicatif le montant estimé sur 4 ans est de 81 000€ HT, il n'engage pas le pas le rectorat ni l'administration.

Lot	Montants estimés HT	Montants maximums HT
Lot 1 départements 04 et 05	5000€	7500€
Lot 2 département 06	32000€	48000€
Lot 3 départements 13 et 83	42000€	63000€
Lot 4 département 84	2000€	3000€
TOTAL HT	81000€	121500€

Les montants indiqués ci-dessus ne constituent pas un engagement de commandes.

ARTICLE V - DUREE

L'accord-cadre est conclu pour une durée **d'un an** à compter de la date de réception de sa notification avec effet au **01/10/2026**, renouvelable trois fois un an par reconduction tacite du Pouvoir Adjudicateur (soit 4 ans maximum). Les prestations devront impérativement démarrer à cette date afin d'assurer une continuité de service.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La non-reconduction de l'accord-cadre ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

L'accord cadre peut être dénoncé par le représentant du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier ou courriel conférant date certaine de réception, au plus tard deux mois avant la fin de la période initiale.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum aura été atteint par lot ou pour l'ensemble de l'accord-cadre, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

ARTICLE VI - CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique, le présent marché public pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ Décision de reconduction d'une période prévue dans le cadre du marché.
- ✓ Mise à jour des annexes financières dans la limite de besoins exceptionnels non connus au moment de l'appel d'offres ou du remplacement d'articles devenus obsolètes ou substituables par des articles similaires innovants.
- ✓ Renégociation des prix ou autres clauses financières à la suite de nouvelles conditions économiques survenues depuis la conclusion du contrat rendues nécessaires par des circonstances qui ne pouvaient pas être prévues. Le titulaire devra fournir des justificatifs relatifs aux conséquences des hausses imprévisibles de certains coûts d'approvisionnement (augmentation des dépenses exposées) ou de la diminution de ses recettes imputables à ces circonstances. Cette modification strictement limitée dans son champ d'application et dans sa durée permettra au titulaire de poursuivre l'exécution du contrat.
- ✓ Article 25 du CCAG FCS 2021 relatif à une circonstance imprévisible dans sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché avec des conséquences financières. Le titulaire devra fournir un mémoire justifiant la situation ainsi que l'impact économique sur la marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre initial du marché.
- ✓ Modification des conditions techniques d'exécution du contrat (pénurie de matières premières pouvant engendrer une substitution de matériau, modification des quantités et/ou aménagement des délais de réalisation) rendues nécessaires par des circonstances non prévisibles.
- ✓ Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- ✓ Réalisation de prestations similaires de services suivant disposition de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.
- ✓ Validation, par le rectorat, des CV des personnes appelées à remplacer les exécutants désignés à la notification du marché.
- ✓ Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenus indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes, normes environnementales... (imprévisibles et extérieures au titulaire) imposées par le droit national.
- ✓ Adaptations du marché rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'utilisation.
- ✓ Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification

substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

- ✓ Reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.
- ✓ Prolongation du terme du marché dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure de type : aléa dans la procédure de relance du marché suivant, adhésion à un groupement d'achat à des dates différentes de l'échéance initiale.

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, décision de poursuivre, ordre de service, marché complémentaire.

ARTICLE VII - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations devront être exécutées sur tout le territoire de la région académique PACA en fonction des lots géographiques.

ARTICLE VIII - DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels régissant le présent accord-cadre sont énumérés par ordre décroissant d'importance selon l'ordre de citation ci-dessous :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1), incluant ses annexes financières, signé par les deux parties et dont l'exemplaire original conservé par la région académique fait seul foi ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes régissant le marché dont l'exemplaire original conservé dans les locaux de la région académique fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-FCS 2021).
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs,
6. L'offre technique du titulaire (mémoire technique détaillé remis par le titulaire à l'appui de l'offre et complément éventuel).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

ARTICLE IX - RESILIATION

L'accord-cadre peut être résilié selon :

- les dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G./FCS qui s'appliquent sans aucune autre disposition particulière ;
- les dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Conformément aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation de l'accord-cadre.

Quel que soit le motif invoqué, la résiliation de l'accord-cadre fera l'objet d'un décompte de liquidation arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire. Le montant versé au titre de ce décompte de liquidation ne pourra en aucun cas être supérieur au montant dû en cas d'exécution totale de l'accord-cadre.

Résiliation partielle du marché / arrêt des prestations du bon de commande :

L'acheteur peut procéder à la résiliation partielle du marché (= retrait d'un site ou d'un service) – sans indemnisation et par lettre recommandée avec accusé de réception — en raison de fautes répétées du titulaire, notamment pour :

- Défaut de réalisation des visites périodiques : 3 fois maximum.
- Non application des prix du BPU dans l'élaboration de devis comme dans le cadre de l'exécution normale du marché – 5 fois maximum
- Non application des délais d'intervention, d'indisponibilité, d'astreinte et de production de devis – 5 fois maximum
- Non-respect de la législation en vigueur (au bout de deux constats portant sur le même site)
- Si l'équipement d'un site demeure indisponible au-delà d'un mois après l'acceptation du devis pour réparation, sauf accord du responsable de site.

Après constatation des manquements reprochés, la résiliation partielle interviendra de droit. Elle mettra fin à l'exécution du bon de commande concerné.

Après notification au titulaire de la résiliation partielle prononcée, l'administration se réserve le droit de faire exécuter les prestations et actions à objet identique, par une partie tierce au contrat.

ARTICLE X - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En application de l'article 45 du CCAG FCS, l'exécution de toutes ou d'une partie des prestations pourra être confiée à un tiers aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE XI - LITIGES

Les litiges sont réglés par les lois et règlements du droit français. La région académique et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent accord-cadre.

Tribunal administratif de Marseille, 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille, Tél. 04 91 13 48 13

Le dépôt d'une requête peut être réalisée via l'application Télérecours (www.telerecours.fr).

Les parties, région académique et titulaire, s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels litiges relatifs à l'exécution du présent marché.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

En cas d'échec des négociations directes engagées entre les parties, celles-ci ont notamment la possibilité :

- de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Education Nationale), indépendant de la fonction Achats (mediateur.fournisseurs@education.gouv.fr)

Et/ou

- de recourir à un médiateur externe, notamment le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (CCIRA) situé à Marseille.

En cas de recours à la médiation, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date de l'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en oeuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, notifie à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

ARTICLE XII - PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE XIII - DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

La région académique souhaitant limiter l'impact sur l'environnement s'est engagée dans une démarche d'achats publics durables.

La dimension environnementale est prise en compte dans les conditions d'exécution du marché pour les points suivants et dans les spécifications techniques mentionnées dans le CCTP :

XIII.1 Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis¹, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en oeuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

XIII.2 Transports et éco conduite :

Afin de réduire l'impact environnemental des prestations faisant l'objet de ce marché concernant les déplacements du titulaire sur les différents lieux d'exécution, le titulaire est encouragé à privilégier des modes de transports durables et/ou peu ou pas polluant (véhicules électriques, hybrides...) et à adopter des pratiques de conduites écoresponsables.

XIII.3 Protection de l'environnement et déchets :

Le titulaire devra lors de toute opération de maintenance protéger l'environnement immédiat en effectuant des actions telles que la réduction de la nuisance sonore, limiter la poussière...

Il a également l'obligation contractuelle d'évacuer et de recycler l'ensemble des déchets produits éligibles. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les têtes de détection et les batteries, mais également les emballages. En cas de remplacement d'équipements, le titulaire récupérera gratuitement l'ancienne installation. Les déchets relatifs aux nouveaux équipements y compris les emballages seront également évacués et recyclés par le titulaire pour les produits éligibles.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée pour toute évacuation et recyclage de déchets.

ARTICLE XIV - CLAUSE SOCIALE RELATIVE A L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le Ministère de l'Education Nationale est détenteur des labels « Égalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR. A ce titre, le Ministère et ses services déconcentrés dont la région académique PACA fait partie sensibilisent ses fournisseurs à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et les incite à s'engager dans la démarche de labellisation.

Le titulaire est invité à répondre au questionnaire Egalité Professionnelle Femmes/Hommes avant la fin de l'année civile au cours de laquelle le marché lui a été notifié. Ce questionnaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://enq-scolarité2.depp.education.fr/SurveyServer/s/bboyer/EgaliteProFH2/questionnaire.htm>

ARTICLE XV - OBLIGATIONS

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire est tenu a :

- ❖ Une obligation de résultat ;
- ❖ Une obligation de moyens ;
- ❖ Une obligation de conseil et de mise en garde ;
- ❖ Une obligation de confidentialité.

XV.1 Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat notamment au regard des délais de remettre en fonctionnement (éventuellement en mode dégradé par des mesures palliatives) les installations en cas de panne, sans qu'il soit besoin qu'un bon de commande soit émis, et ce dans le cadre du forfait annuel de la maintenance préventive et palliative.

Les actions de recherche de panne, de diagnostic par le mainteneur de la cause de la panne ne sont pas considérées comme un résultat attendu dans le cadre de ce marché et ne peuvent l'exonérer de son obligation de résultat.

XV.2 Obligation de moyens :

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens humains et techniques suffisants pour la bonne exécution de toutes les prestations prévues dans cet accord-cadre.

XV.3 Obligation de conseil et de mise en garde :

Il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le service bénéficiaire, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation, en particulier dans le cas de l'obsolescence éventuelle des équipements.

Il devra informer l'administration de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations faisant l'objet de marché.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire.

A l'occasion d'audits ou de réceptions d'ouvrages, diligentés dans les domaines, le titulaire pourra être amené à participer à des visites de sites ou des réunions. Ces opérations ne donneront pas droit à facturation complémentaire.

XV.4 Obligation de confidentialité :

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentielles les informations, documents et objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation écrite de la direction régionale académique des achats (pour les informations données dans l'accord-cadre) ou du service bénéficiaire (pour les informations données dans les bons de commande ou communiquées sur sites), divulguées, publiées, communiquées à des tiers ou être utilisées directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La direction régionale académique des achats ou le service bénéficiaire pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

ARTICLE XVI - LANCEMENT ET SUIVI DU MARCHÉ

XVI.1 Réunion de lancement du marché

Une réunion de lancement du marché pourra être organisée :

- ✓ Dans le mois qui suit la notification de l'accord-cadre entre la Direction Régionale Académique des Achats, les titulaires et les services bénéficiaires.
- ✓ Ou dans le mois qui suit la réception du bon de commande initial de maintenance préventive à la demande de l'une ou l'autre des parties (service bénéficiaire ou titulaire).

La planification de cette réunion se fera après entente entre les deux parties avec un préavis d'au moins cinq (5) jours calendaires.

XVI.2 Réunion de suivi de marché

En tant que de besoin, et annuellement a minima, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre les besoins exprimés et les prestations réalisées.

Le titulaire est informé que l'acheteur réalisera des enquêtes de satisfactions auprès des services bénéficiaires qui permettront d'éclairer ces réunions.

Cette réunion abordera, notamment, les points suivants :

- respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document ;
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives (bilan des pannes) ;
- points techniques ouverts ;
- bilan des actions non closes ;
- échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications ;
- définition des tâches à venir ;
- suivi des consommations (dépenses)

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement sera faite par le représentant du titulaire. Le prix de ces réunions est inclus dans le prix de la maintenance préventive.

XVI.3 Bilan annuel

Le titulaire transmettra annuellement, au plus tard le 30 octobre, un bilan chiffré des prestations réalisées au titre de la période écoulée de l'accord cadre (tous bons de commande confondus).

Cet état d'activité comprendra à minima les données suivantes :

- ✓ la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant en distinguant par site les prestations relevant de la maintenance préventive et palliative et celles relatives à la maintenance corrective ;
- ✓ le montant total payé tous sites confondus ;
- ✓ le ratio du montant total payé par rapport au montant maximum du lot concerné ;
- ✓ le nombre d'avis émis ;
- ✓ le nombre de factures rejetées ;
- ✓ les pénalités appliquées.

Si nécessaire ces indicateurs seront contrôlés lors d'une réunion de suivi de l'accord-cadre et d'autres données pourraient être demandées par l'acheteur.

Le défaut de transmission de ce document dans les délais impartis donnera lieu à la pénalité prévue à l'article XXIV du présent CCAP.

ARTICLE XVII - BONS DE COMMANDE

XVII.1 Modalités d'émission des bons de commandes :

Les services bénéficiaires de la région académique PACA émettent selon leurs besoins des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Toutes les prestations relatives au présent accord-cadre font l'objet de :

- ✓ Bons de commande d'une durée de 12 mois calendaires pour la maintenance préventive. Ces bons de commande annuels ne pourront plus être émis 6 mois avant la fin de validité de l'accord-cadre.

- ✓ Bons de commande successifs au fur et à mesure des besoins pour la maintenance corrective pouvant être transmis au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder un mois.

XVII.2 Modification des bons de commande :

Des modifications peuvent être apportées en cours d'exécution aux bons de commande par les services bénéficiaires, notamment dans le cadre des modifications du périmètre du marché (adjonction, remplacement, retrait de site et/ou d'équipements). Toute modification qui excède ces limites, modifie les prix contractuels ou introduit une prestation non prévue fait l'objet, avant son exécution, de l'écrit contractuel approprié dans les conditions du code de la commande publique par la direction des achats de la région académique PACA. Aucun nouveau bon de commande ou modification de bon de commande lié à ces changements ne pourra être validé sans avenant.

L'article VII du CCTP précise les conséquences des changements sur la facturation des prestations par le titulaire. Dans ce cadre, les bons de commande annuels relatifs à la maintenance préventive pourront être modifiés à la hausse ou à la baisse.

XVII.3 Transmission des bons de commande :

Chaque bon de commande est transmis sous forme dématérialisée via un portail mis en place par le titulaire ou envoyé par courrier électronique. L'absence de réserve émise par le titulaire dans les dix jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

La personne habilitée à émettre les bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Dans tous les cas et pour toutes demandes, le titulaire doit, sous sa propre responsabilité, s'assurer de la qualité pour agir du demandeur. Tout bon de commande émis par une personne non habilitée est considéré comme nul et sans effet et ne peut, à ce titre, donner lieu à aucun paiement.

Il est précisé, sur chaque bon de commande, les renseignements suivants :

- les références de l'accord-cadre et du titulaire,
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence à des produits ou services valorisés dans la proposition du titulaire annexée à l'acte d'engagement,
- la date d'émission du bon de commande,
- le montant H.T. et T.T.C. de chaque prestation.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. La réalisation afférente à ces bons de commande pourra dépasser d'un mois la date de validité de l'accord-cadre.

Dans le cas où le bon de commande produit par le bénéficiaire soulève des difficultés de la part du titulaire dans son exécution, il doit se rapprocher du service bénéficiaire **ou** responsable de site ou son représentant pour demander des explications préalables avant toute production de devis.

Les prestations commandées dans le cadre des bons de commande annuels couvrant les prestations minimums de base (maintenance préventive et palliative), prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire tout au long de l'exécution du bon de commande.

ARTICLE XVIII - CONTROLES, ADMISSION, AJOURNEMENT, REJET DES PRESTATIONS

XVIII.1 Contrôles des prestations

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique des services déconcentrés de l'État, soit par un prestataire externe d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Le prestataire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché :

- ❖ le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive ;
- ❖ l'état des installations et des équipements entretenus ;
- ❖ la qualité des rapports d'interventions.
- ❖

XVIII.2 Admission

Conformément à l'article 30.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 15 jours à compter de la date de remise du rapport d'intervention pour la maintenance préventive ou de la date de livraison ou d'achèvement des prestations pour la maintenance corrective.

Pour la maintenance corrective, le paiement intervient après achèvement des prestations, remise du rapport d'intervention et admission. Toute facture précise le bon de commande, le site, l'équipement, les prestations réalisées, les pièces fournies, les quantités et le rapport auquel elle se rattache.

L'admission des prestations ouvre droit au paiement pour solde des prestations réalisées au titre des opérations de maintenance et de contrôle.

XVIII.3 Ajournement

L'ajournement des prestations est prononcé par une décision motivée conformément à l'article 30.2 du CCAG-FCS.

XVIII.4 Réfaction

En cas de mauvaise exécution des prestations il sera fait application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

XVIII.5 Rejet

Le rejet peut être partiel ou total et sera prononcé en application de l'article 30.4 du CCAG-FCS.

ARTICLE XIX - GARANTIE

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un (1) an à compter de la date de notification de la décision d'admission ou, à défaut, après un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison et/ou mise en service des prestations. Cette garantie s'entend hors garantie constructeur d'une durée supérieure.

Le titulaire peut néanmoins s'engager sur une durée supérieure, sans coût supplémentaire pour l'acheteur.

Durant cette période de garantie, le titulaire est tenu des obligations mentionnées aux articles 33.2 et suivants du CCAG-FCS.

ARTICLE XX - DIFFICULTES FINANCIERES DU TITULAIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

Conformément à l'article L.2195-4 du code de la commande publique, tout changement de situation du titulaire doit être signalé sans délai au rectorat d'Aix-Marseille. Si le titulaire est placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-12 de ce même code, l'acheteur peut résilier le marché pour ces motifs.

ARTICLE XXI - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

XXI.1 Justificatifs sociaux

Conformément aux dispositions de l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir à la Direction Régionale Académique des Achats de l'Etat, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à R. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 ;
- l'extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an.

Le titulaire devra déposer ces pièces sur la plateforme APPROVAL (ex E ATTESTATIONS) mise gratuitement à disposition par le Rectorat de l'académie d'Aix qui lui enverra une invitation comportant un lien de connexion par courriel.

Après mise en demeure restée infructueuse pour défaut de transmission de ces documents, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

XXI.2 Assurance

Le titulaire atteste qu'il est détenteur d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire continue à assurer les fournitures et équipements qu'il fournit dans le cadre de ses interventions jusqu'à l'admission de la prestation correspondante contre tous risques (vols, incendie, dégât des eaux, dommages de toute nature) jusqu'à l'admission de l'ensemble des produits faisant l'objet de la commande.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du Rectorat de l'académie d'Aix, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

ARTICLE XXII - DISPOSITIONS FINANCIERES

Le contrat est conclu en euros.

XXII.1 Forme des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés avoir été établis à la date limite de dépôt des offres, compte tenu de tous les éléments susceptibles d'avoir influé sur leur montant jusqu'à cette date. Le candidat devra avoir pris la précaution, et ce dans un souci d'équité, de prendre en compte dans sa proposition les conditions de variations économiques prévisibles.

Le titulaire ne peut exiger aucun minimum de commande et ne doit en aucun cas imposer l'achat en lots. Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée.

Les prix sont mixtes :

- Forfaitaires pour la maintenance préventive et palliative basée sur le montant annuel figurant à l'annexe DPGF et faisant l'objet de bons de commande annuels.
- Unitaires pour la maintenance corrective basée sur les prix et taux de remise mentionnés à l'annexe BPU et faisant l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins. Pour les pièces détachées, les devis devront impérativement être accompagnés d'un justificatif de prix identifiables (tels qu'un extrait des tarifs publics ou du catalogue en vigueur permettant de contrôler la remise appliquée).

XXII.2 Contenu des prix

Les prix indiqués dans l'offre de l'entreprise titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, manutention et au transport jusqu'au lieu de livraison (livraison franco de port et sans minimum de commande), y compris les frais permettant de remédier à l'invalidation des prestations et l'élimination et recyclage des déchets le cas échéant.

Le fournisseur reconnaît avoir une obligation de résultat vis-à-vis de la région académique. Ils ne devront notamment comprendre aucun coût supplémentaire.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent accord-cadre. Les montants sont assujettis à la TVA selon les taux et les règles en vigueur.

Rappel : le remplacement des consommables, ingrédients ou de toute pièce d'un montant unitaire inférieur à cinquante euros hors taxe (50 € HT) en prévention de futurs dysfonctionnements sont inclus dans le montant forfaitaire annuel de la maintenance préventive et palliative. Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée.

XXII.3 Révision des prix :

Les prix relatifs à la maintenance indiqués par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires et dans la décomposition du prix globale et forfaitaire lors de la passation du marché demeurent fermes durant toute la première année d'exécution du marché. **Le taux de remise appliqué sur les prix publics fournisseur pour les fournitures (exprimé en pourcentage) proposé initialement par le titulaire du marché lors du dépôt de l'offre devra être maintenu pendant toute la durée de l'accord-cadre.** Il s'appliquera sur les nouveaux tarifs en vigueur au début de chaque nouvelle période d'un an.

La révision de prix annuelle n'est pas automatique. Elle intervient à la demande du titulaire, sous réserve de la transmission des éléments justificatifs nécessaires et de leur validation par l'acheteur.

La révision de prix devra être présentée par le titulaire avec un préavis minimum de trente (30) jours calendaires avant la date anniversaire du contrat (soit la date de démarrage des prestations fixée au 1^{er} octobre) par courrier électronique à l'adresse ce.draae@region-academique-paca.fr.

Le titulaire devra détailler les modalités de calcul des nouveaux tarifs et fournir un tableau en format excel ou équivalent récapitulant tous les anciens prix et les nouveaux prix pour la DPGF et le BPU. Tous les calculs se feront à 2 décimales maximum.

A défaut de la transmission de ces éléments avant le 30 septembre de l'année en cours, la demande de révision sera réputée caduque et ne pourra être prise en compte au titre de l'année considérée.

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

Pr= Po x (In/Io)

Pr = Prix HT annuel révisé de la maintenance préventive et/ou du prix horaire applicable pour la maintenance corrective soit le nouveau prix ;

Po = Prix HT annuel de référence de la maintenance préventive et/ou du prix horaire applicable pour la maintenance corrective (soit le prix initial HT lors de la notification du marché à l'issue de la première année d'exécution ou le prix précédent s'il s'agit d'une nouvelle révision de prix annuelle

In = dernière valeur de l'indice « indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, Identifiant 001565183 » publiée à l'INSEE au moment de l'établissement du nouveau prix

Io = valeur de l'indice « indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, Identifiant 001565183 » publiée à l'INSEE au moment de la notification du marché.

Les nouveaux tarifs ne s'appliqueront qu'après validation de la direction régionale académique des achats par courriel conférant date certaine de réception dans un délai de 30 jours ouvrés. Toute commande reçue avant la date d'application de ce nouveau tarif relève de l'ancienne tarification.

En cas de disparition, de suspension ou de modification substantielle de l'indice de référence, il sera fait application de l'indice de remplacement publiée par l'INSEE ou, à défaut, d'un indice présentant un objet équivalent et représentatif de l'évolution des prix des prestations de maintenance.

XXII.4 Clause de sauvegarde

L'augmentation générale des tarifs en vigueur pour la maintenance annuelle (DPGF) et corrective (BPU) à la date de la demande de révision de prix ne devra pas excéder 3%. Tous les calculs se feront à 2 décimales maximum.

Si des circonstances entraînent une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le titulaire devra adresser au rectorat une demande expliquant les raisons justifiant cette augmentation.

En tout état de cause, si ce pourcentage est supérieur, l'administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité. La décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de réception des nouveaux tarifs. Le paiement des factures correspondant à des prestations déjà rendues peut seul être exigé.

ARTICLE XXIII - DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET FACTURATION

XXIII.1 Délai de paiement

Le règlement des factures est réalisé par virement bancaire et s'effectue dans les délais de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

XXIII.2 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus, des intérêts moratoires sont dus, de plein droit, dans le respect des dispositions des articles R.2192-31 à 2192-36 du Code de la commande publique.

XXIII.3 Facturation

Le titulaire du marché devra impérativement utiliser le portail public de facturation mis à disposition des fournisseurs « Chorus Pro » <https://chorus-pro.gouv.fr> . Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi.

Il sera établi une facture distincte par bon de commande émis.

Informations nécessaires pour le dépôt des factures :

- destinataire Etat : SIRET 11000201100044
- Code service exécutant : FAC0000006 pour les académies d'Aix-Marseille et de Nice
- numéro de l'engagement juridique : se référer au numéro mentionné sur le bon de commande transmis au préalable.

Les prestations sont réglées au titulaire, par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires ou le catalogue du titulaire et complété, le cas échéant, du rabais, des remises et conditions spéciales qui y figurent.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un seul original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre ;
- la date de facturation ;
- la prestation concernée exactement définie notamment par la date et la nature et quantité de la ou des livraisons ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- sa domiciliation bancaire telle qu'il est précisé à l'acte d'engagement;
- le montant, en € HT et € TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux de remise, le montant remis, en € HT et € TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur.

Elles devront permettre une vérification et un contrôle quantitatif et qualitatif conformément à l'accord-cadre, aux prix et conditions figurant dans la proposition financière détaillée et le bordereau de prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

ARTICLE XXIV - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités afférentes à des manquements distincts peuvent se cumuler. Une même inexécution ne peut donner lieu qu'à une pénalité de même nature pour une même période.

Les pénalités sont recouvrées selon le cas par :

- déduction des factures du titulaire à venir (préventif ou correctif) ;
- par émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG -FCS, les pénalités suivantes s'appliquent :

Domaine	Prestations	Fait générateur	Montant
Modalités préalables à la maintenance	Etat des lieux	Non réalisation de la visite dans les 6 semaines après notification du bon de commande	50 € HT par jour ouvré de retard
Modalités préalables à la maintenance	Etat des lieux	Non réalisation de la visite pour prise en charge contradictoire de toute adjonction ou remplacement d'équipement dans les 3 semaines après signalement du service bénéficiaire	50 € HT par jour ouvré de retard
Maintenance préventive	Visites périodiques	Non transmission du planning des interventions dans les 2 mois suivant la réception du bon de commande	50 € HT par jour ouvré de retard
Maintenance préventive	Visites périodiques	Non-respect de la date d'intervention programmée	100 € HT par jour ouvré de retard
Maintenance Préventive, Palliative et corrective	Fourniture du rapport d'intervention	Retard dans la remise du rapport	50 € HT par jour ouvré de retard
Maintenance Palliative	Dépannage d'une installation	Absence de dépannage dans le délai d'intervention contractuel	50 € HT par heure de retard et par équipement
Maintenance Palliative	Dépannage d'une installation	Indisponibilité des équipements suite à l'intervention	100 € HT par jour ouvré d'indisponibilité et par équipement
Maintenance corrective	Fourniture du devis	Absence ou retard de transmission du devis de réparation	100 € HT par jour ouvré de retard
Maintenance corrective	Réparation d'une installation	Absence de réparation dans le délai mentionné sur le devis	100€ HT par jour de retard et par équipement
Maintenance corrective	Remplacement de pièce(s)	Non application des prix du BPU et/ou absence de justificatif	100 € HT par faute constatée

		de prix pour les pièces détachées	
Maintenance corrective	Remplacement de pièce(s)	Non application des clauses du contrat	50 € HT par faute constatée
Suivi administratif du contrat	Bilan annuel	Retard de transmission	50 € HT par jour ouvrés de retard

Plafond des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant cumulé des pénalités est plafonné à 50 % de la valeur des commandes concernées et à 25 % du montant total HT du lot de l'accord-cadre.

ARTICLE XXV - AVANCES

Les dispositions des articles R. 2191-16 à R. 2191-18 du Code de la commande publique s'appliquent au présent accord-cadre qui s'exécute par bon de commande.

Une avance de 5 % est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 (cinquante mille) euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux est porté à 30%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance sera versée dans un délai maximum de 30 jours à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE XXVI - RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE XXVII - REGLEMENTATION

Les prestations du titulaire doivent être conformes à l'ensemble des textes français et européens en vigueur. Le fait de ne pas énumérer les normes et règlements applicables ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

La proposition du titulaire peut comporter des engagements supplémentaires.

ARTICLE XXVIII - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (RGPD)

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »), la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de loi n° 78-17 précitée .

Préalablement à la notification du marché, le titulaire transmet à l'acheteur l'ensemble des éléments permettant d'apprécier sa conformité aux exigences du RGPD, et notamment :

- la description des mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre pour assurer la protection des données ;
- les politiques internes de sécurité et de confidentialité applicables ;
- les procédures de gestion des droits des personnes concernées ;

- les éléments relatifs à la gestion des violations de données ;
- le cas échéant, les certifications, audits ou référentiels de conformité dont il dispose.

Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et à la nature des traitements réalisés pour le compte de l'acheteur.

Le titulaire est autorisé à traiter les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du contrat, uniquement sur instruction documentée de l'acheteur, agissant en qualité de responsable de traitement.

En matière de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, les parties (titulaire et acheteur) s'engagent à respecter les stipulations suivantes :

- L'obligation de confidentialité : le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel¹, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître
- Les dispositions détaillées à l'annexe n° 3 du CCTP portant sur le traitement des données à caractère personnel (conformément à l'article 28 du RGPD) qui fait partie intégrante du contrat.

Le non-respect de la présente clause pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'article XIX du présent cahier des charges, sans préjudice des autres sanctions contractuelles ou légales applicables.

ARTICLE XXIX - DEROGATION AU CCAG FCS

Articles du présent contrat	Références CCAG FCS 2021
XXIV Pénalités	Article 14

¹ une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le concédant est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au concédant, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le concédant. Le concessionnaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues dans la présente concession.